

Considérant qu'il faut procéder au renouvellement de deux membres du conseil;

Considérant que l'égalité entre les femmes et les hommes doit être garantie dans la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du Ministre en charge de la politique d'égalité des chances,

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup>, § 4, b de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27/04/2017 portant désignation des membres du Conseil bruxellois pour l'Égalité entre les Femmes et les Hommes, les termes « M. Yvon Englert » sont remplacés par les termes « M. Laurent Licata ».

A l'article 2, § 4, b de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27/04/2017 portant désignation des membres du Conseil bruxellois pour l'Égalité entre les Femmes et les Hommes, les termes « Mme Valérie Piette » sont remplacés par les termes « Mme Caroline Closen ».

**Art. 2.** Le Ministre en charge de l'Égalité des Chances est chargé de l'exécution de la présente décision.

Bruxelles, le 18 mai 2017.

Pour la Région Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, Chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Mobilité et des Travaux publics chargée de la politique de l'Égalité des Chances,

P. SMET

Overwegende dat moet overgegaan worden tot de vervanging van twee leden;

Overwegende dat de gelijkheid tussen vrouwen en mannen gewaarborgd moet worden in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op de voordracht van, bevoegd voor het gelijkheidsbeleid,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1, § 4, b van het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering houdende de aanwijzing van de leden van de Brusselse Raad voor de Gelijkheid tussen Vrouwen en Mannen van 27/04/2017 worden de woorden "de heer Yvon Englert" vervangen door de woorden "de heer Laurent Licata".

**Art. 2.** In artikel 2, § 4, b van het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering houdende de aanwijzing van de leden van de Brusselse Raad voor de Gelijkheid tussen Vrouwen en Mannen van 27/04/2017 worden de woorden "Mevr. Valérie Piette" vervangen door de woorden "Mevr. Caroline Closen".

**Art. 3.** De Minister bevoegd voor gelijke kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 mei 2017.

Voor de het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Mobiliteit en Openbare Werken bevoegd voor het Gelijkheidsbeleid,

P. SMET

## AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

### CHAMBRES LEGISLATIVES CHAMBRE DES REPRESENTANTS

[C – 2017/40386]

#### Appel aux candidats pour le mandat de membre masculin néerlandophone de la police locale pour l'Organe de contrôle de l'information policière

Etant donné qu'un des membres de l'Organe de contrôle de l'information policière a présenté sa démission, la Chambre des représentants doit procéder à la nomination d'un nouveau membre masculin néerlandophone de la police locale pour l'Organe de contrôle de l'information policière, conformément à la décision de la séance plénière du 6 juillet 2017.

#### Composition

Les membres de l'Organe de contrôle sont nommés par la Chambre des représentants pour un terme de 6 ans, renouvelable une fois.

L'organe de contrôle est présidé par un magistrat des cours et tribunaux.

Il est de plus composé d'un membre de la Commission de la protection de la vie privée, d'un ou de plusieurs membres de la police locale et de la police fédérale et d'un ou plusieurs experts.

Le nombre d'experts ne peut pas être supérieur au nombre de membres issus des services de police.

La Chambre des représentants a décidé le 24 avril 2014 de désigner 2 membres de la police locale (1 francophone et 1 néerlandophone), 2 membres de la police fédérale (1 francophone et 1 néerlandophone) et 2 experts (1 francophone et 1 néerlandophone).

Pour chaque catégorie, la parité en matière de genre sera respectée.

Les membres de l'Organe de contrôle sont nommés sur la base de leur connaissance en matière de gestion de l'information policière.

### WETGEVENDE KAMERS KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

[C – 2017/40386]

#### Oproep tot kandidaten voor het mandaat van mannelijk Nederlandstalig lid van de lokale politie voor het Controleorgaan op de politionele informatie

Aangezien één van de leden van het Controleorgaan voor de politionele informatie ontslag heeft genomen, dient de Kamer van volksvertegenwoordigers, gelet op de beslissing van de plenaire vergadering van 6 juli 2017, over te gaan tot de benoeming van een nieuw mannelijk Nederlandstalig lid van de lokale politie voor het Controleorgaan op de politionele informatie.

#### Samenstelling

De leden van het Controleorgaan worden door de Kamer van volksvertegenwoordigers benoemd voor een termijn van 6 jaar, eenmaal hernieuwbaar.

Het Controleorgaan wordt voorgezeten door een magistraat van de hoven en rechtbanken.

Het is verder samengesteld uit een lid van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, een of meerdere leden van de lokale politie en van de federale politie en een of meerdere experts.

Het aantal experts mag niet hoger zijn dan het aantal leden van de politiediensten.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft op 24 april 2014 beslist om 2 leden van de lokale politie (1 Nederlandstalige en 1 Franstalige), 2 leden van de federale politie (1 Nederlandstalige en 1 Franstalige) en 2 experts (1 Nederlandstalige en 1 Franstalige) aan te wijzen.

Voor elke categorie wordt de genderpariteit gerespecteerd.

De leden van het Controleorgaan worden benoemd op grond van hun kennis inzake het beheer van politionele informatie.

Les membres exercent leurs fonctions à temps plein, à l'exception du membre de la Commission de la protection de la vie privée qui peut exercer la fonction de membre de l'Organe de contrôle à temps partiel.

#### Conditions de nomination

Au moment de leur nomination, tous les membres de l'Organe de contrôle doivent remplir les conditions suivantes :

- 1° être belge;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° être de conduite irréprochable;
- 4° justifier d'une expertise en matière de traitement de l'information ou de protection des données;
- 5° être titulaire d'une habilitation de sécurité du niveau « très secret » octroyée en vertu de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité (voir ci-après).

Au moment de leur nomination, les membres du personnel des services de police doivent en outre remplir les conditions spécifiques suivantes :

- 1° compter au moins 10 ans d'ancienneté de service et être au moins revêtu du grade de commissaire de police ou de niveau 1;
- 2° ne pas avoir fait l'objet d'une évaluation finale qualifiée « insuffisante » au cours des 5 années qui ont précédé l'introduction de la candidature, ni avoir encouru de sanction disciplinaire lourde non effacée;
- 3° justifier d'une expérience d'au moins 1 an en matière de traitement de l'information ou de protection des données;

#### Incompatibilités

Les membres ne peuvent occuper aucun mandat public conféré par élection. Ils ne peuvent exercer d'emploi ou d'activité public ou privé qui pourrait mettre en péril l'indépendance ou la dignité de la fonction.

L'exercice d'une fonction au sein de l'Organe de contrôle est incompatible avec :

- la qualité de membre de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale;
- la qualité de membre du Comité permanent P ou de son Service d'enquêtes, du Comité permanent R ou de son Service d'enquêtes, d'un service de renseignements ou de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace.

#### Missions

L'organe de contrôle est chargé de contrôler le respect des règles d'accès direct à la Banque de données Nationale Générale et d'interrogation directe de celle-ci, ainsi que le respect par l'ensemble des membres des services de police de l'obligation, visée à l'article 44/7, troisième alinéa, de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, d'alimenter cette banque de données (voir article 36ter/9 et 36ter/10 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard du traitement des données à caractère personnel).

#### Candidatures

Les candidatures doivent être introduites dans les trente jours suivant la publication du présent avis par pli recommandé à la poste adressé au Président de la Chambre des représentants, Palais de la Nation, 1008 Bruxelles.

Les candidatures doivent être accompagnées des documents attestant que les candidats satisfont aux conditions susmentionnées.

Il s'agit des documents suivants :

- un certificat de nationalité;
- un extrait du casier judiciaire, délivré après publication du présent appel;
- un curriculum vitae attestant de l'expertise en matière de traitement de l'information ou de protection des données;
- une copie de l'habilitation de sécurité du niveau 'très secret' octroyée en vertu de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.

Cependant, cette condition ne doit être remplie qu'au moment de la nomination par la Chambre.

Les candidats qui ne disposent pas d'une habilitation de sécurité doivent fournir la preuve que leur demande à cet effet a été introduite valablement;

- la preuve qu'il est satisfait aux conditions de nomination spécifiques énumérées ci-dessus.

Des amples informations peuvent être obtenues auprès du Secrétariat général de la Chambre des représentants, tél. : 02-549 84 21, e-mail : secretariat.general@lachambre.be

De leden oefenen hun ambt voltijds uit, met uitzondering van het lid van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer dat de functie van lid van het Controleorgaan deeltijds mag uitoefenen.

#### Benoemingsvoorwaarden

Op het ogenblik van hun benoeming dienen alle leden van het Controleorgaan aan de volgende voorwaarden te voldoen :

- 1° Belg zijn;
- 2° genieten van de burgerlijke en politieke rechten;
- 3° van onberispelijk gedrag zijn;
- 4° het bewijs leveren van hun deskundigheid inzake verwerking van informatie of bescherming van gegevens;
- 5° houder zijn van een veiligheidsmachtiging van het niveau "zeer geheim" verleend overeenkomstig de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen (zie verder).

Op het ogenblik van hun benoeming dienen de personeelsleden van de politiediensten tevens te voldoen aan de volgende specifieke voorwaarden :

- 1° ten minste tien jaar dienstanciënniteit hebben en ten minste bekleed zijn met de graad van commissaris van politie of van niveau 1;
- 2° geen evalueerend "onvoldoende" hebben gekregen tijdens de vijf jaar voorafgaand aan de indiening van de kandidaatstelling, noch een niet uitgewiste zware tuchtstraf hebben opgelopen;

3° een ervaring van minimum een jaar bezitten inzake de verwerking van informatie of bescherming van gegevens.

#### Onverenigbaarheden

De leden mogen geen bij verkiezing verleend openbaar mandaat uitoefenen. Zij mogen geen openbare of particuliere betrekking of activiteit uitoefenen die de onafhankelijkheid of de waardigheid van het ambt in gevaar zou kunnen brengen.

De uitoefening van een ambt als lid van het Controleorgaan is onverenigbaar met :

- de hoedanigheid van lid van de algemene inspectie van de federale politie en de lokale politie;
- de hoedanigheid van lid van het Vast Comité P of van de dienst Enquêtes ervan, van het Vast Comité I of van de dienst Enquêtes ervan, van een inlichtingendienst of van het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse.

#### Opdrachten

Het Controleorgaan is belast met de controle van de naleving van de regels inzake de rechtstreekse toegang tot de Algemene Nationale Gegevensbank en de rechtstreekse bevraging ervan, alsook van de naleving van de in artikel 44/7, derde lid, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt bedoelde verplichting, voor alle leden van de politiediensten, tot voeding van deze gegevensbank (zie artikel 36ter/9 en 36ter/10 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens).

#### Kandidaturen

De kandidaturen dienen uiterlijk binnen dertig dagen na bekendmaking van dit bericht te worden ingediend bij ter post aangetekende brief gericht aan de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers, Paleis der Natie, 1008 Brussel.

De kandidaturen moeten vergezeld zijn van de documenten die het bewijs leveren dat de kandidaten aan de voornoemde voorwaarden voldoen.

Het betreft volgende documenten :

- een bewijs van nationaliteit;
- een uittreksel uit het strafregister uitgereikt na de bekendmaking van dit bericht;
- een curriculum vitae ter staving van deskundigheid inzake verwerking van informatie of bescherming van gegevens;
- een kopie van de veiligheidsmachtiging 'zeer geheim' verleend overeenkomstig de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.

Deze voorwaarde dient niettemin pas vervuld te zijn op het ogenblik van de benoeming door de Kamer.

De kandidaten die nog niet over een veiligheidsmachtiging beschikken, dienen het bewijs te leveren dat hun aanvraag tot veiligheidsmachtiging geldig werd ingediend;

- het bewijs dat is voldaan aan de hierboven vermelde specifieke benoemingsvoorwaarden.

Meer inlichtingen kunnen worden verkregen bij het Secretariaat-generaal van de Kamer van volksvertegenwoordigers, tel. : 02-549 84 21, e-mail : secretariaat.generaal@dekamer.be